

Lien social et Politiques

Lien social
et Politiques

Madeleine Gauthier et Jean-François Guillaume (sous la direction de). 1999. *Définir la jeunesse ? D'un bout à l'autre du monde*. Québec, Institut québécois de recherche sur la culture, 270 p. (Coll. Culture et société).

Stéphanie GARNEAU

Numéro 43, printemps 2000

Voir les jeunes autrement

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/017755ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/017755ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Lien social et Politiques

ISSN

1204-3206 (imprimé)

1703-9665 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

GARNEAU, S. (2000). Compte rendu de [Madeleine Gauthier et Jean-François Guillaume (sous la direction de). 1999. *Définir la jeunesse ? D'un bout à l'autre du monde*. Québec, Institut québécois de recherche sur la culture, 270 p. (Coll. Culture et société).] *Lien social et Politiques*, (43), 160–163. <https://doi.org/10.7202/017755ar>

Tous droits réservés © Lien social et Politiques, 2000

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

<https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

érudit

Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche.

<https://www.erudit.org/fr/>

lesquelles ils gravitent sans pouvoir y souscrire pleinement (p. 48).

Le livre est émaillé de larges extraits d'entrevues qui illustrent les diverses figures d'existence des jeunes. Ces figures sont regroupées selon quatre axes qui produisent, selon les mots imaginés de Grell, la « rose des vents du passage au monde de la précarité » (p. 82). En premier lieu, les jeunes orientent leur vie en fonction de modèles connus comme celui du modèle canonique de leurs parents. Dans cette veine, ils cherchent à s'acheter une maison et à fonder une famille. Cela donne corps à « l'axe de l'imitation », conçu dans la lignée des Lois de l'imitation de Tarde. Les soucis et l'inquiétude, par leur omniprésence, sont un mode d'existence qui est bien connu des jeunes du monde précaire et qui donne lieu à « l'axe des soucis ». Il se partage en deux modes : dans le premier, les jeunes acceptent l'incertitude en accédant à une « maîtrise des soucis » (p. 84) sans toutefois s'en affranchir complètement.

Le deuxième mode s'illustre par les jeunes qui n'arrivent pas à s'accommoder des soucis et sont submergés à ce point par eux que toute recherche du bonheur est éclipsée par l'amertume et la frustration.

Ensuite, « l'axe de la résistance » est celui où on retrouve les jeunes qui, conscients de leur condition, décident de ne pas y céder. Ils se replient dans des « espaces transitoires » que nous verrons plus loin.

Enfin, les jeunes qui prennent conscience de leur condition et qui vont au devant d'elle en accumulant de nouvelles expériences, comme l'autarcie, constituent le premier angle pour concevoir « l'axe de l'expérimentation ».

Sous un autre angle, les jeunes qui nourrissent de vives attentes envers le travail salarié, étant déçus de ce qu'il leur a offert, se sont tournés vers autre chose, comme les amis, pour « donner un sens à leur existence » (p. 86).

Le travail, pivot des sociétés modernes, devient, dès le jeune âge, vecteur de l'existence des jeunes et leurs valeurs y prennent leur source. Dès leur enfance, les jeunes gravitent dans l'orbite de la « servitude » sous forme d'une « ronde arbitraire des emplois précaires et sous-payés » (p. 129). Le travail, d'abord vu comme un tremplin de l'autonomie, procure vite un désenchantement à cet égard. Incapable de satisfaire leurs aspirations, le travail revêt rapidement une fonction instrumentale chez ces jeunes. Il fournit un salaire pendant un court laps de temps, suffisant pour avoir droit aux prestations de l'assurance-chômage ou à celles de l'aide sociale. L'échantillon des jeunes interrogés en témoigne éloquentement : la moitié d'entre eux occupent des petits boulots et l'aide sociale compte plus que les salaires reçus.

Sur cette base, Grell s'emploie à définir avec une pointe de cynisme le vocabulaire économique courant : compétitivité veut dire précarité ; flexibilité signifie déréglementation du marché du travail ; libre entreprise correspond à réduction des dépenses et élimination des droits sociaux, tandis qu'allocation universelle des ressources se rétrécit à l'assurance-chômage et à l'aide sociale allouées avec parcimonie (p. 238).

Le travail aliène les jeunes, les isole en faisant barrage aux réseaux de pairs susceptibles de donner à leur existence un horizon plus large. Il s'exerce, pour ces « soldats du travail » (p. 42), en l'absence de l'État, qui ne cherche plus à contenir les débordements du « capitalisme sauvage » en réglementant le travail par des lois et des droits. Le travail tourne à la psychose : les jeunes y sont attirés par l'attrait de l'argent, mais sont frustrés de ne pas en gagner suffisamment, confinés qu'ils sont aux « petits boulots ». Le niveau de consommation se réduit à l'essentiel et, par conséquent, l'argent gagné n'engendre ni estime de soi, ni statut social, ni sécurité face à l'avenir (p. 139).

La liberté, l'indépendance et la fierté sont acquises ailleurs que dans le travail,

sous les auspices de la création, par exemple, issue d'« espaces transitoires » (p. 192) dans l'orbite desquels ces jeunes rendent le monde intelligible pour eux et réinventent leur vie de façon parallèle au travail (p. 197).

Aux yeux de Grell, la vie sous ce double registre se révèle une forme de résistance, sans toutefois engendrer un mouvement social. Voilà le paradoxe de ces jeunes : précaires, ils sont privés des droits et bénéfices que génère le travail, banni de leur existence, et sont confrontés à la « psychose » des « petits boulots ».

Bjenk Ellefsen
Département de sociologie,
Université de Montréal
et Observatoire jeunes et société de
l'INRS-Culture et société

• **Madeleine GAUTHIER et Jean-François GUILLAUME (sous la direction de). 1999. Définir la jeunesse ? D'un bout à l'autre du monde. Québec, Institut québécois de recherche sur la culture, 270 p. (Coll. Culture et société).**

Questionner les manières actuelles d'aborder la jeunesse, « déconstruire » les principales notions généralement employées pour définir cette catégorie sociale, offrir de nouvelles perspectives pour la sociologie de la jeunesse, autant d'objectifs qui laissent entendre que les regards posés sur cet âge de la vie sont embrouillés par des modèles théoriques et empiriques inadaptés à la réalité sociale actuelle ou gênés par des affirmations ayant cours dans le sens commun. Plus encore, ce besoin d'offrir et de discuter de nouvelles façons de se pencher sur la jeunesse, que traduit la place accordée à cette question dans le présent numéro, comporte en filigrane la question même de la pertinence de l'âge comme angle d'approche de la réalité sociale.

Cette question et les perspectives possibles de la sociologie de la jeunesse font l'objet d'un ouvrage récemment paru aux Éditions de l'IQRC et de l'Harmattan sous la direction de M. Gauthier et de J.-F. Guillaume, pour faire suite à la rencontre tenue à Évora en 1996 par le Groupe de sociologie de la

jeunesse de l'Association internationale des sociologues de langue française. *Définir la jeunesse ? D'un bout à l'autre du monde* réunit des sociologues des continents africain, américains et européen. Comme l'explique M. Gauthier dans l'introduction, devant l'ambiguïté de notions telles que « stratégie » et « insertion », le thème du colloque, « Stratégies d'insertion sociale des jeunes dans un contexte d'incertitude », est vite devenu prétexte à la discussion des concepts et des approches employés en sociologie de la jeunesse, voire de la pertinence d'une sociologie spécifiquement consacrée à l'objet « jeunesse ». Résultat de ce brassage théorique et méthodologique, *Définir la jeunesse ? D'un bout à l'autre du monde* a moins pour but d'offrir des réponses que de soulever des questions, d'ouvrir au débat, et de lancer un mouvement de réflexion conceptuelle et épistémologique nécessaire à toute discipline scientifique soucieuse d'échapper à des modèles empiriques inadéquats et d'éviter de s'enfermer dans des certitudes théoriques. Le compte rendu suivant veut compléter, en suscitant son prolongement, la discussion entamée dans ce numéro.

Le livre se divise en quatre parties. La première, qui consiste en une remise en cause de la légitimité des études sur la jeunesse, s'ouvre sur l'affirmation controversée de Pierre Bourdieu : « la jeunesse n'est qu'un mot ». J. Hamel prend appui sur cette idée — selon laquelle la définition de la catégorie « jeunesse » serait l'objet de « manipulations » et dépendrait des différentes positions sociales en lutte, en quoi elle ne serait qu'un mot — pour émettre l'hypothèse que « les moyens théoriques et méthodologiques auxquels les sociologues font appel pour construire et manipuler l'objet "jeunesse" sont empreints de leur propre jeunesse, c'est-à-dire des réminiscences de celle qui correspond à leur âge » (p. 33). Après avoir illustré cette proposition à l'aide de quelques travaux, il élabore une « épistémologie pratique », une approche qui permettrait au sociologue, par la prise en compte de la connaissance que possèdent les jeunes de leur propre expérience, de se pencher sur son objet tout en échappant aux influences de ses conditions sociales.

Dans le chapitre suivant, N. Teles conçoit elle aussi la définition de la jeunesse comme le résultat d'interprétations et de représentations liées à la position sociale des différents acteurs sociaux, cette fois pour défendre l'idée que la sociologie, si elle veut bien saisir son objet, doit tenir compte de cette multitude de discours. L'auteure opère un détour vers Max Weber et le processus dialectique de construction sociale de la réalité pour montrer que « la connaissance du monde n'est possible qu'à travers la construction de concepts toujours renouvelés » (p. 46). Elle en fait l'illustration en présentant l'évolution de la catégorisation « jeunesse » à travers l'histoire. Selon elle, la jeunesse peut se définir à partir de l'expérience sociale, c'est-à-dire selon les conditions objectives dans lesquelles elle se trouve (contexte social, culturel et économique) et les significations subjectives que lui confèrent les différents acteurs sociaux (éducateurs, travailleurs sociaux, politiciens...). L'objet de la sociologie de la jeunesse devrait être de rendre compte de cette expérience sociale.

Enfin, dans le dernier chapitre de cette partie, M. Parazelli étudie l'hypothèse d'une disparition progressive de l'adolescence comme moment social de transmission intergénérationnelle. Dans le contexte actuel de crise et d'incertitude, la société adulte tend paradoxalement à stigmatiser et à imposer toujours plus d'interdits aux adolescents tout en consommant davantage d'images relatives à la jeunesse : « C'est comme si l'attribut de la jeunesse atténuait la précarité symbolique de l'existence sociale des adultes en incarnant la promesse d'un potentiel identitaire qui fait tant défaut actuellement » (p. 59). L'adolescence comme moment plus ou moins déterminé de transition disparaîtrait pour devenir un processus sans fin. Selon l'auteur, cette hypothèse de « l'obsolescence de l'adolescence » revêt une grande importance pour l'avenir de la société puisque toute une idéologie « psychosanaitaire » tend actuellement à prévenir les « risques » encourus par les adolescents, alors qu'il faudrait plutôt revoir les formes et les contenus de transmission des institutions sociales. D'où l'importance des définitions et des connaissances que possède la société sur ses jeunes.

À cette première partie destinée à la critique de l'étude de la jeunesse, succède une deuxième partie consacrée à l'analyse de concepts fréquemment utilisés dans les travaux sociologiques sur les jeunes. Dans le premier chapitre, M. Molgat effectue une analyse des politiques québécoises d'intervention sur la jeunesse et montre que la notion d'insertion tend à se substituer à celle d'intégration. Après avoir précisé le sens généralement attribué au concept d'intégration dans la sociologie classique, il expose en quoi les changements sociaux qui ont eu cours depuis les années 1960 ont fait perdre de sa valeur explicative à ce concept. Selon l'auteur, la notion d'insertion, parce qu'elle tient davantage compte de la capacité d'action de l'acteur, s'avère désormais plus adéquate pour étudier les modes d'appartenance des jeunes à la société. S'inspirant de ce concept et de la construction « élective » de l'appartenance sociale au sens où l'entend Simmel, il propose quelques pistes de recherche potentiellement fécondes pour la sociologie de la jeunesse.

Le chapitre suivant reprend les thèmes de l'insertion et de l'intégration, cette fois à propos de la société belge. Pour C. Jaminon, l'insertion renverrait à l'adaptation de l'individu à la société et l'intégration à l'adaptation faite par la société en vue d'en intégrer ses membres. Elle montre en quoi le travail constitue une dimension essentielle de l'intégration dans les sociétés occidentales modernes et analyse minutieusement les dispositifs d'insertion socioprofessionnelle que le gouvernement belge a mis en place afin d'aider les demandeurs d'emploi à s'insérer sur le marché du travail. Ainsi, « sont intégrés ceux qui partagent cette norme centrale qu'est l'emploi et [...] l'insertion est ce processus qui mène à l'emploi » (p. 105). L'auteur note toutefois la contradiction de la situation, soit la tentative, par le biais des politiques sociales, d'insérer les individus alors que le système produit de l'exclusion, et conclut son propos en questionnant la possibilité qu'émergent d'autres modes d'intégration à la société que le travail.

M. Lavallée présente ensuite quelques propositions théoriques à partir desquelles il est possible de cerner l'intégration nationale des jeunes et leur

insertion individuelle. Il propose d'aborder la question de « l'éducation à la citoyenneté » dans une double perspective : l'une macrosociologique, qui concerne l'élaboration « par le haut » d'une culture politique publique (la légitimité), l'autre microsociologique, qui renvoie aux possibilités et limites de l'école dans la transmission de cette culture (la légitimation). Il expose en quoi la légitimité est constamment soumise au processus de légitimation, lequel n'est jamais complètement réussi, et comment la question de la citoyenneté à l'école nous ramène au problème classique de la distinction entre les sphères publique et privée.

Dans le dernier chapitre de cette section, M. Simard porte un regard critique sur le concept de « deuxième génération », souvent employé dans les études sur la jeunesse d'origine immigrée. Elle explique que cette notion fait souvent référence à la seule fonction économique de la première génération des parents, qu'il sous-entend généralement une forme de pathologie chez les jeunes étudiés, et qu'il tend à étiqueter les jeunes d'une manière globalisante, dissimulant leur diversité. Devant les limites de ce concept, l'auteur propose une approche multifactorielle permettant de resserrer la précision des études sur les jeunes d'origine immigrée. Elle suggère de tenir compte de sept éléments, lesquels regroupent des facteurs individuels, familiaux, conjoncturels et structurels.

La section suivante de l'ouvrage, intitulée « Où mettre l'accent dans les études sur la jeunesse ? », est consacrée à la discussion des approches à privilégier pour capter la réalité de cet âge de la vie. L. Rouleau-Berger remet en question

l'approche qui consiste à considérer la jeunesse comme une période de transition vers l'âge adulte et propose plutôt d'étudier, dans une perspective dynamique, le processus de socialisation des jeunes. Des recherches réalisées auprès de jeunes en situation de précarité lui ont permis de développer les notions d'« espaces intermédiaires » et de « culture de l'aléatoire » grâce auxquels les jeunes parviennent à se créer des compétences et des identités qui ne sont pas directement liés au marché du travail, mais qui leur permettent de se réaliser positivement « en attendant » d'atteindre à la sphère marchande. Selon l'auteure, ces notions permettent d'échapper à la dualité usuelle inclusion-exclusion, de cerner la réversibilité des situations et de considérer les jeunes comme des collaborateurs à leur propre trajectoire.

Dans le chapitre suivant, J. Rose procède à une analyse du concept de « stratégie », de plus en plus présent dans les travaux sur les conditions d'accès à l'emploi des jeunes. Selon l'auteur, cette notion tend à prêter aux jeunes une capacité d'action rationnelle là où ils ne font peut-être que réagir à un marché du travail contraignant. Après avoir analysé les principales dimensions de la notion de stratégie, il effectue un examen critique de la manière dont celle-ci est abordée dans certains travaux récents sur la jeunesse et l'emploi. Il en conclut que « les actions [des jeunes] sont souvent des réactions qui se polarisent simplement entre acceptation et refus » (p. 175), et que par conséquent les stratégies ne font pas partie intégrante du rapport des jeunes à l'emploi. L'auteur propose en terminant une approche en termes de médiations, où des formes socialement organisées participeraient au développement de possibilités d'accès à l'emploi en impliquant tant les entreprises et les pouvoirs publics que la famille, l'école et les réseaux sociaux.

À partir du cas de la Belgique francophone et de sa conception de la catégorie jeunesse, J.-F. Guillaume suggère en dernier lieu de mettre de côté la notion d'insertion pour adopter, comme le propose aussi M. Parazelli, celle de processus de transmission intergénérationnelle. Les dispositifs d'insertion et d'intervention auprès de la « petite délinquance » que la Belgique met en œuvre traitent les « problèmes » vécus par les jeunes plutôt que les causes

sociales de ces problèmes. Selon J.-F. Guillaume, la généralisation de l'individualisme et de son idéologie fait perdre de vue que les ressources personnelles dont dispose l'individu sont construites à partir de son capital familial et social. Une approche en termes de transmission permettrait de cerner les modes de reproduction des groupes sociaux et éviterait de considérer l'individu comme le point de départ de son histoire et le seul responsable de sa situation, comme tend à le faire la notion d'insertion.

Enfin, la quatrième et dernière partie du livre fait place à l'analyse de la place des jeunes dans les changements sociaux de certains pays. R. C. Sawadogo présente les transformations d'attitudes et de comportements des jeunes Burkinabè dans le domaine de la famille et de la sexualité. L'auteur explique en quoi le niveau d'instruction et les préoccupations économiques constituent les principaux facteurs de ces changements. Il souligne l'importance que revêtent ces observations pour le développement des sociétés africaines étant donné que les changements en cours affectent une institution considérée comme centrale en Afrique : la famille.

Le deuxième auteur, L. Tomasi, aborde la question de la place des jeunes dans le contexte social d'incertitude et de transformation rapide qui caractérise présentement les pays d'Europe de l'Est. À partir d'une analyse sociologique du concept de « culture des jeunes », il décrit l'apparition d'une culture originale chez les jeunes, culture qui se trouve être le reflet des évolutions structurelles et de la réalité sociale de cette partie du continent européen. C'est effectivement auprès de cette génération que se font surtout sentir les changements en cours tels que l'émergence des particularismes et du localisme, la volonté de connaître le succès à travers la compétition, le culte du concret et du temps présent, etc.

Dans cette même perspective d'une culture « jeune », N. Teles montre comment, à travers les trois groupements de jeunes funk, punk et têtes rasées des banlieues, la jeunesse de Rio de Janeiro et de Sao Paulo gère la tension entre les deux modèles qu'offre la société brésilienne contemporaine : l'un d'ordre privé, de type hiérarchisé et familial, et l'autre d'ordre public, de type démocratique, égalitaire et producteur

d'anonymat. Ces trois univers offrent des réponses et constituent des lieux de bricolage identitaire pour les jeunes qui s'y identifient. À travers eux, selon l'auteur, c'est le processus de socialisation et d'insertion des jeunes et les modes de reproduction de la société brésilienne qui sont étudiés.

En dernier lieu, A.-S. Zoa illustre en quoi, à travers l'invention d'un vocabulaire, d'un style vestimentaire particulier et d'un nouveau genre musical, les jeunes de certaines villes africaines participent à l'émergence d'une nouvelle culture et cherchent par là à s'insérer dans un monde auquel ils aspirent. Les jeunes apparaissent, à travers ce nouveau langage, comme des acteurs articulant tradition et modernité, à l'instar des jeunes Brésiliens présentés par N. Teles, comme les artisans d'une nouvelle façon d'aborder le monde et de contester l'ordre politique et social.

Pour conclure le livre, J.-F. Guillaume revient sur chacun des chapitres pour constater la pertinence des études sur les jeunes et l'ouverture d'une double approche théorique et méthodologique pour la sociologie de la jeunesse. D'une part, le sociologue devrait porter un regard sur les conditions objectives, c'est-à-dire sur l'héritage social et familial du jeune de même que sur les contraintes structurelles qui pèsent sur lui. Cette dimension implique le questionnement des modalités de transmission intergénérationnelle plutôt que celui des caractéristiques et aptitudes personnelles de l'individu. Une sociologie de la jeunesse devrait également, d'une manière complémentaire, prendre en compte le discours que tiennent les groupes sociaux et les jeunes sur leurs propres actions et représentations afin d'échapper à la « manipulation » de cette catégorie sociale.

Cet ouvrage constitue une excellente remise en question des études sur la jeunesse en sociologie, de leurs approches et de leurs principaux cadres conceptuels. Tour à tour, il aborde la question de la pertinence et de la légitimité de l'âge comme objet d'étude, discute la précision et l'exactitude des concepts le plus souvent employés dans les travaux sur les jeunes, interroge les différentes approches et perspectives théoriques ayant cours dans ce champ de recherche, et porte un regard, à partir de

cas empiriques spécifiques, sur la place des jeunes dans le changement social.

On pourra toutefois reprocher au recueil, comme souvent aux ouvrages collectifs résultant d'un colloque, son aspect un peu hétéroclite. Certains textes ne semblent en effet s'apparenter que de loin à l'objet principal du livre. C'est le cas notamment des textes de C. Jaminon et de M. Lavallée, qui ont moins pour but d'analyser et de « déconstruire » certains concepts utilisés en sociologie de la jeunesse que de souligner la crise de la société salariale actuelle et le rôle de l'école dans l'éducation à la citoyenneté, respectivement. Et la dernière partie du recueil, consacrée à la place des jeunes dans les changements sociaux, tranche légèrement sur le reste du volume pour cette même raison. Il est effectivement difficile de déterminer si cette section vise à discuter la notion de « culture des jeunes », à proposer une approche centrée sur l'acteur, ou à illustrer la légitimité des études sur la jeunesse.

Les quatre textes de cette dernière partie du volume sont toutefois loin d'être sans intérêt, tant en eux-mêmes que pour l'ouvrage dans son ensemble. En effet, les changements sociaux qui y sont examinés via la catégorie sociale des jeunes témoigneraient peut-être de la nécessité moins criante, pour les sociologues qui s'intéressent à la jeunesse dans ces sociétés en bouleversement, de discuter de la question des mots et des perspectives, comparativement à leurs vis-à-vis des sociétés dites occidentales, qui, face aux contraintes socio-économiques et au « contexte d'incertitude » que rappelait le thème du colloque, remettraient plutôt en question la figure « jeunesse » comme acteur du social, et partant les manières de l'étudier. Cette explication permettrait de justifier la position différente qu'occupent les derniers textes par rapport aux autres et fait ressortir la nécessité de placer la catégorie des jeunes dans son cadre socio-historique si on veut l'utiliser.

Définir la jeunesse ? D'un bout à l'autre du monde a donc la qualité de susciter des questions et d'apporter des suggestions théoriques et méthodologiques en ce qui concerne la manière d'aborder les jeunes en sociologie, tout en demeurant ouvert à la discussion. Il s'agit d'un recueil incontournable autant pour le sociologue

de la jeunesse que pour celui qui s'intéresse autrement à la question des jeunes.

Stéphanie Garneau
Université Laval

• **Conseil du statut de la femme. 1999. *Parce que la jeunesse concerne aussi les femmes. Propositions d'action en vue du sommet du Québec et de la jeunesse. Gouvernement du Québec, octobre, 27 p.***

Cette petite brochure sur les jeunes femmes rappelle que, bien souvent, l'image que les chercheurs et les responsables politiques projettent de la jeunesse est asexuée. En effet, Monique des Rivières, Lucie Desrochers, Francine Lepage et Marie Moisan, dans ce document du Conseil du statut de la femme du Québec, analysent très brièvement l'inscription différenciée des jeunes femmes et des jeunes hommes dans l'espace social. Leur étude atteste de différences sociologiques suffisamment grandes pour qu'elles soient prises en compte dans l'élaboration des politiques sociales. La critique des auteures de ce rapport à l'égard des documents préparatoires au *Sommet du Québec et de la jeunesse* est double : d'une part, le gouvernement ne prend pas en considération les effets, sur la situation des jeunes femmes, de politiques sociales pensées au « neutre » : politique familiale, politique de la formation professionnelle, du financement des études ; d'autre part, l'absence d'un regard en termes de genre écarte des propositions pour les jeunes certains champs des politiques sociales dans lesquels les jeunes femmes sont plus impliquées que les jeunes hommes : éducation civique, éducation sexuelle, politique de développement des transports, détresse psychologique et violence faite aux femmes.

Sans retracer de manière exhaustive l'ensemble du rapport, nous prendrons trois exemples qui illustrent les effets sociaux générés pour les jeunes femmes par des politiques publiques récentes au Canada et au Québec : la politique familiale et la politique de financement de la formation universitaire, et qui montrent comment une approche asexuée